

## Dans ce numéro

## DOSSIER

**La récupération d'eau de pluie**

- Une solution complémentaire pour l'approvisionnement en eau
- L'exemple de Sibirila au Mali

## AU BURKINA FASO

- Repenser la gestion et l'entretien des latrines scolaires

## AU NIGER

- Des crédits latrines pour équiper les ménages de Dogondoutchy

## éditorial

## Deux bonnes nouvelles pour l'eau en Méditerranée et l'assainissement en Afrique

**P**remière bonne nouvelle : le processus politique de l'Union pour la Méditerranée reprend des couleurs et nous fait espérer des avancées significatives dans cette région en matière de maîtrise de la ressource, d'accès à l'eau et surtout de dépollution, tant du point de vue urbain que du point de vue de la maîtrise des pollutions d'origines industrielles et agricoles.

Le pS-Eau participe à ce processus en accompagnant les collectivités territoriales, Cité-Unies-France, les Cités et Gouvernement locaux unis (CGLU) dans leur volonté de faire reconnaître le rôle prépondérant des autorités locales dans la gestion de l'eau et leur capacité à proposer des projets concrets qui doivent être soutenus par les bailleurs de fonds.

Ces bailleurs sont sollicités par le secrétariat de l'UpM et une conférence de haut niveau sur ce sujet se tiendra à Lyon les 23 et 24 novembre prochain. Le choix de Marseille pour la tenue du 6<sup>e</sup> forum mondial de l'eau en 2012, ainsi que la priorité donnée aux pays du Sud, confirment cet engagement et nous laissent espérer un processus de préparation permettant aux sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée de démontrer leurs volontés et leurs capacités d'agir.

**Seconde bonne nouvelle : en Afrique subsaharienne** notamment, l'accent est enfin mis sur l'assainissement et les pays en développement s'attaquent de front à cette question. Que ce soit par la mise en place de stratégies nationales, le

recours à des technologies appropriées au Mali, la mobilisation de financements innovants au Burkina Faso ou au Niger, les signes d'un intérêt croissant à solutionner les problèmes liés au manque de services en la matière se multiplient.

L'année de l'assainissement 2008 commence à porter ses fruits et le pS-Eau poursuivra ces travaux en accompagnant les porteurs de projets, en leur fournissant des outils et en faisant connaître les initiatives des pays du Sud qui malgré des difficultés économiques croissantes continuent à vouloir améliorer l'accès de leurs populations aux services de base.

●  
*Pierre-Marie Grondin*

# Sommaire

## DOSSIER

### La récupération d'eau de pluie

3. L'étude initiée par l'Arene Ile-de-France  
**Une solution complémentaire pour l'approvisionnement en eau**
4. L'exemple de Sibirila  
**Une technologie qui peut répondre aux besoins des populations**

### ASSAINISSEMENT AU BURKINA FASO

8. Les latrines scolaires  
**Repenser la gestion et l'entretien des équipements**

### ASSAINISSEMENT AU NIGER

10. Un financement novateur à Dogondoutchi  
**Des crédits latrines pour l'équipement des ménages**

### 13. LES INFOS DU PS-EAU

## Avis à tous les abonnés

Le pS-Eau transmet par courrier électronique des informations sur des propositions de financements internationaux en matière d'eau et d'assainissement, des offres de formations spécifiques, des invitations à des rencontres, des résumés ou des documents à télécharger, etc. Pour recevoir régulièrement ces informations, transmettez vos coordonnées (nom, prénom, fonction, organisme, email professionnel et/ou email personnel, adresse postale, téléphone) à : [pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)

## Nouvelles de l'association

# 25 ans déjà !

**Cette année 2009 est pour l'association un nouveau tournant. Nous sommes maintenant 14 personnes à constituer l'équipe du pS-Eau.**

Cette augmentation de l'équipe, pour répondre aux demandes croissantes d'appui, s'est traduite par le renforcement du pôle animation de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Ainsi, le pS-Eau vient d'ouvrir une antenne à Lyon dont le responsable est M. Rémi Gatineau. Mme Carole Bonnet, nouvelle chargée de mission en appui auprès du Grand Lyon, l'a rejoint.

L'animation de l'antenne à Lyon est renforcée par la présence de M. Jacky Cottet qui a accepté d'apporter toute son expérience en matière de gestion des eaux et de projets internationaux.

Nous espérons que ce déploiement en région (présence également à Montpellier, Marseille et Nantes) permettra une réponse plus rapide à vos demandes et une adhésion plus importante à l'association.

Après 25 ans d'existence, le réseau compte plus de 20 000 correspondants, et l'association est composée de près de 150 membres.

Nous souhaitons que cette année, où nous allons fêter le quart de siècle du pS-Eau, voie l'essor du nombre de membres et une représentativité accrue des acteurs en région.

A très bientôt à l'assemblée générale. Pierre Marie Grondin

### • Antenne Lyon - Méditerranée du pS-Eau

80, cours Charlemagne 69002 Lyon  
T. +33 4 26 28 27 91 • F. +33 1 53 34 91 21  
[www.pseau.org](http://www.pseau.org)

. Rémi Gatineau, [gatineau@pseau.org](mailto:gatineau@pseau.org)

. Jacky Cottet, [cottet@pseau.org](mailto:cottet@pseau.org)

. Carole Bonnet Koulinte, [bonnet@pseau.org](mailto:bonnet@pseau.org)

T. 33(0)4 78 95 89 29 • 33 (0)6 69 73 75 26

## La récupération d'eau de pluie

L'étude initiée par l'Arene Ile-de-France

# Une solution complémentaire pour l'approvisionnement en eau

Une récente étude initiée par l'Arene Île-de-France<sup>1</sup> montre que dans certains contextes, la question de la récupération de l'eau de pluie (REP) apparaît comme une solution complémentaire pour l'approvisionnement en eau potable et pour des usages dans l'agriculture.

**E**n 2008, l'Arene IdF a lancé un travail exploratoire sur les enjeux de la récupération et de l'utilisation de l'eau de pluie. Un groupe de travail a ainsi été constitué, avec le pS-Eau, pour mieux appréhender la réalité de cette option technique, notamment son appropriation par les utilisateurs, repérer les compétences et centres ressources mobilisables, et identifier les diverses modalités de mise en œuvre, ainsi que leurs limites et leurs contraintes (institutionnelles, sociales, économiques, etc.). Cette réflexion s'est articulée autour de deux axes complémentaires : une étude confiée au groupement Hydratec-Asconit et un atelier d'échanges animé par le pS-Eau.

### Réflexion et capitalisation

L'ambition partagée par l'Arene et le pS-Eau était de lancer une réflexion commune, pour formuler des orientations et identifier des outils pertinents pour les acteurs de la coopération décentralisée, autour d'un double questionnement :

– dans quelle mesure la récupération d'eau de pluie peut-elle être envisagée comme une des solutions possibles d'amélioration de l'accès à l'eau et de la gestion de la ressource en eau dans les pays en développement ?

– dans quelle mesure des actions de ce type peuvent être réfléchies et mises en œuvre par les acteurs franciliens de la coopération décentralisée ?

A mi-parcours de cette étude un atelier de restitution et de réflexion s'est tenu le mardi 3 mars 2009, organisé par l'Arene et le pS-Eau, avec le soutien de la région Ile-de-France. Il a rassemblé une quinzaine de participants : élus locaux, agents territoriaux, consultants, chercheurs, opérateurs associatifs, partenaires institutionnels, représentants de fondations privées, tous praticiens du développement et impliqués dans le champ de la coopération internationale.

Après la restitution de l'étude par le groupe Hydratec-Asconit,

<sup>1</sup> Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies

A Tofo au Bénin, la REP est pratiquée durant la saison des pluies. Elle est à cette période la seule source locale d'approvisionnement en eau.



une grande place a été laissée aux débats et aux échanges. Seize cas concrets observés dans plusieurs pays et illustrant les différents dispositifs de récupération et d'utilisation de l'eau de pluie visaient à comprendre d'une part, les conditions de mise en œuvre de cette technique, et d'autre part les stratégies des acteurs et le contexte qui les conduit à recourir à cette ressource alternative.

Les participants ont ensuite enrichi le débat en partageant leurs propres expériences, tout en cherchant à bien faire ressortir les éléments de facilitation ou de frein à la mise en œuvre et à la pérennité de dispositifs existants.

Cet atelier a permis d'apporter des pistes d'approfondissement et des compléments d'information, d'identifier de nouvelles thématiques et de contribuer à la définition d'outils de communication et d'animation adaptés.

Le compte rendu de la séance sera prochainement disponible sur le site internet du pS-Eau. ●

Cette étude est disponible auprès de l'Arene

#### Contacts

- ARENE IdF, Denis Dangaix  
d.dangaix@areneidf.org
- Madeleine Noeuvéglise  
m.noeueglise@areneidf.org

**L'exemple de Sibirila**

# Une technologie qui peut répondre aux besoins des populations

**La fondation Rain s'est donnée pour mission de vulgariser la collecte des eaux de pluie (CEP) dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, notamment à Sibirila, au Mali, en partenariat avec l'ONG Helvetas-Mali. Simple et aux résultats probants, cette technologie peut être envisagée dans certains cas.**

**L**e village de Sibirila se trouve dans la commune rurale de Faragouaran (cercle de Bougouni, région de Sikasso), à 200 km de la capitale Bamako. La pluviométrie y est de l'ordre de 1 000 à 1 100 mm par an. Le village compte 1 200 personnes, réparties en 37 familles et 110 ménages. Ce sont surtout des Bambara, qui ont pour principales activités l'agriculture, l'élevage, l'arboriculture, la cueillette et le commerce.

L'eau est une denrée rare à Sibirila en raison de la nature géologique du sol et de l'existence d'un dôme qui empêche toute accumulation d'eau dans le sous-sol. En témoignent sept tentatives de réalisations de forages, toutes négatives, à l'exception d'une, équipée malgré son faible débit : moins d'un mètre cube par heure.

Des puits traditionnels sont néanmoins disponibles, mais seulement durant quatre à cinq mois après la saison des pluies. Ils tarissent dès décembre ou janvier. Durant la période de pénurie, les femmes doivent alors se déplacer jusqu'aux puits dans les champs ou

dans les villages environnants (entre 5 à 10 km).

Face à cette difficulté, des tentatives de solutions ont été envisagées. L'une des alternatives serait de réaliser un mini-réseau d'adduction qui desservirait plusieurs villages à la fois, dont Sibirila. Cependant, cette alternative coûte cher ; les études de faisabilité socio-économiques et techniques ont chiffré le coût du projet à plus de 200 millions FCFA (300 000 €). C'est dans ce contexte que Helvetas-Mali a saisi l'opportunité de la CEP pour répondre aux besoins des populations de Sibirila en matière d'approvisionnement en eau potable.

## Comment ça marche ?

Le programme CEP vise à délivrer de l'eau potable. Or, un impluvium de 10 m<sup>3</sup> permet d'approvisionner un ménage moyen de 10 à 15 personnes pendant 6 à 7 mois à raison de 3 litres par personne et par jour si l'eau est utilisée uniquement pour les besoins domestiques de boisson et de préparation de la nourriture.

## UN CONTEXTE INSTITUTIONNEL FAVORABLE

Depuis 2002, la stratégie nationale de développement de l'alimentation en eau potable, adoptée par le gouvernement malien pour opérationnaliser son Code de l'eau, a défini un certain nombre d'objectifs significatifs :

- éliminer les contreparties financières des populations bénéficiaires lors de la réalisation des infrastructures et les remplacer par la mise en place d'un fonds de roulement équivalent à six mois de fonctionnement de l'infrastructure ;
- fixer le prix de vente maximum du mètre cube d'eau à 500 FCFA et envisager des modalités de subvention des surcoûts par l'Etat et/ou les communes ;
- donner la priorité aux villages sans point d'eau potable dans les programmes de réalisation d'infrastructures ;
- appliquer le principe d'équité ; le droit d'accès à l'eau potable étant reconnu par les textes législatifs fondamentaux du Mali.

Cette stratégie se décline aussi à travers le plan d'actions pour la gestion intégrée des ressources en eau (PAGIRE). Le Mali se donne également pour objectif de contribuer à la lutte contre la pauvreté et pour le développement par des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau.

En accordant une place importante à toutes les technologies capables de répondre aux problèmes de l'accès à l'eau, ces politiques encouragent ainsi implicitement le développement de la pratique de la collecte des eaux de pluie (CEP).

**Contact :** [www.dnh-mali.org](http://www.dnh-mali.org)



D'une capacité d'environ 10m<sup>3</sup>, les citernes hors sol collectent les eaux de pluie des bâtiments munis d'un toit en tôle galvanisée.

Les impluviums mis en place sont constitués de petites citernes en ferrociment, dont la réalisation est assez simple et facilement reproductible au niveau local. Ils comprennent entre autres : une gouttière, un entonnoir pour faciliter le drainage de l'eau, un tuyau d'évacuation des premières eaux de pluie (nettoyage), un tuyau d'amenée, un réservoir de stockage, puis un système de trop plein, de puisage et de vidange. Cet ensemble est posé sous la toiture en tôle galvanisée des habitations ou des lieux publics.

Pour garantir la qualité de cette eau, une toiture en tôle galvanisée est requise. Au début de la saison des pluies, les gouttières sont débarrassées de tous les débris accumulés. L'eau des premières pluies sert également à nettoyer les toits en tôle et les gouttières. Un dis-

positif de déviation des premières eaux de pluie en forme de T est fixé sur la conduite d'amenée d'eau dans la citerne. L'entonnoir est d'ailleurs doté d'un tamis pour éviter l'entrée de tout débris, d'insectes et de petits animaux. Idem pour le tuyau du trop plein, dont l'orientation est telle que les rayons solaires n'entrent pas.

Puis, il est conseillé de laver et désinfecter une fois l'an l'intérieur de la citerne avant la collecte de l'eau. Des études menées au Burkina Faso en 2008 ont montré que l'eau collectée est de très bonne qualité sur le plan physico-chimique. Sur le plan bactériologique, on constate une certaine contamination par coliformes dans 50 % des cas (ce qui souligne l'importance des mesures préventives). C'est pourquoi il est conseillé de procéder à une désinfection de

#### SYSTÈMES RÉALISÉS À SIBIRILA PAR HELVETAS-MALI

Année	Systèmes planifiés	Capacité par citerne (en m <sup>3</sup> )	Capacité totale (en m <sup>3</sup> )
2007	8	10	80
2008	24	11	270
2009 (estimation)	35	10	390
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>13</b>	<b>740</b>

l'eau avant utilisation. Le chlore est bien indiqué pour cela – à raison de trois gouttes par litre d'eau ou sous forme d'un pot diffuseur mis à l'intérieur de l'impluvium.

#### Une approche de travail participative

Dans ses zones d'intervention, Helvetas-Mali a déjà répertorié et fiché dans une base de données les villages difficiles à approvisionner en eau potable. Une fois l'accord financier reçu de la fondation

Rain pour l'élaboration des projets durant l'année, des séances d'information sont organisées dans les villages sur les conditions de financement des ouvrages.

Les sites d'intervention sont choisis en fonction du degré des difficultés d'approvisionnement en eau (éloignement des sources, fréquence des maladies hydriques, conditions de réalisation des points d'eau, qualité de la nappe, etc.). Le choix des bénéficiaires repose sur une base consensuelle et transparente. Différents outils et techniques d'animation sont employées



### LE PROGRAMME CEP, LA FONDATION RAIN ET L'ONG HELVETAS AU MALI

L'intervention de la Fondation Rain au Mali depuis 2006 se fait par l'intermédiaire de six ONGs partenaires : Alphalog, CREPA, GRAT, Helvetas, NEF et WaterAid.

Helvetas-Mali mène actuellement, sur financement de la Coopération Suisse, le programme AM-Eau (Accompagnement de la Maîtrise de l'Eau par les acteurs locaux), qui a pour finalité de contribuer à la mise en œuvre de la politique de l'eau du Mali.

Ainsi, les deux organisations ont noué un partenariat pour la réalisation d'impluviums dans le village de Sibirila au Mali-Sud.

**Les artisans locaux maîtrisent la construction du système, assez simple. Le nettoyage des toits d'où provient l'eau et la désinfection des citernes, est indispensable au moins une fois par an, pour assurer une bonne qualité de l'eau.**

(réunions, assemblées, interviews individuelles ou de groupe, grilles de classification des ménages, etc.). Ce sont ainsi les populations elles-mêmes qui choisissent les bénéficiaires, avec l'appui de l'équipe d'Helvetas. En parallèle, via une classification des ménages par ordre de prospérité, Helvetas-Mali fait en sorte que les ménages pauvres soient également servis en système de CEP. Cependant, des inégalités subsistent.

Une fois le site retenu et les bénéficiaires choisis, ceux-ci sont associés à toutes les étapes du projet ; de l'identification des sites à la remise des ouvrages. Cela garantit leur appropriation et assure la mo-

ralité des dépenses. Toutes les décisions sont prises de façon consensuelle, en assemblée générale villageoise, afin que la transparence soit de rigueur tout au long du processus.

Au cours des assemblées générales, les villageois choisissent leurs

#### Un film documentaire

a été réalisé en 2008 sur financement d'Helvetas, puis présenté sur la chaîne nationale ORTM pour une plus large dissémination de la technologie de la CEP au-delà des zones d'intervention.

Il est consultable sur : [www.rainfoundation.org](http://www.rainfoundation.org)

délégués pour les représenter dans la commission de choix des fournisseurs de matériaux, pour le suivi de la mise en place et pour la surveillance des matériaux lors de la phase de construction. Les femmes sont bien représentées à ces assemblées et leurs décisions sont prises en compte.

#### Une formation à l'hygiène nécessaire

L'équipe d'animation, composée du personnel d'Helvetas et des équipes de prestataires, organise plusieurs séances d'animation et de formation pour les bénéficiaires sur la gestion et l'entretien des citernes, l'hygiène de l'eau, l'assainissement du village, les méthodes de prévention des maladies liées à l'eau, la relation eau potable et santé, etc. Le suivi technique de la mise en place des équipements est fait par un prestataire spécialiste en génie civil/ rural. Ce suivi permanent vise à garantir la qualité des ouvrages et le respect des normes de construction par les équipes de maçons. Des maçons

## LA FONDATION RAIN

Le réseau de mise en œuvre de la collecte des eaux de pluie (*rainwater harvesting implementation network* – RAIN) est un réseau international qui vise à accroître l'accès à l'eau des couches vulnérables dans les pays en voie de développement (surtout les femmes et les enfants) à travers la collecte et le stockage des eaux de pluie.

Aujourd'hui, RAIN intervient dans cinq pays, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, l'Éthiopie et le Népal. En 2009, dans sa troisième année au Mali, RAIN soutient les programmes d'action de quatre ONG : Alphalog, dans un village rural près de Bamako ; le CREPA-Mali dans une localité près de N'Djifina (vers Fana) ; Helvetas dans le sud du Mali (Bougouni), et WaterAid-Mali, qui travaille dans le nord-est du pays et appuie deux ONG locales – l'ADDA à Mondoro et l'ARAFD à Koro. Le nombre d'ouvrages CEP à construire en 2009 par les quatre partenaires varie de 20 à 50 systèmes. La réalisation d'impluviums 2009 portera sur une capacité totale de 1 750 m<sup>3</sup>.

Ce programme de la fondation Rain est financé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (2006-2010) et bénéficie d'un cofinancement de 20 % par la fondation Ensemble pour les activités au Burkina Faso et au Mali.

**Contact** : [www.rainfoundation.org](http://www.rainfoundation.org)

locaux sont associés au processus de construction pour faciliter sa réplication. Puis, le suivi de l'utilisation des équipements est assuré par des visites régulières du technicien du projet et/ou l'animateur, et facilité au niveau du ménage par des documents de suivi en langue Bamanan.

## Trente-deux ouvrages de à Sibirila

Depuis son entrée dans le programme CEP de la fondation Rain, Helvetas-Mali a construit à Sibirila un total de 32 ouvrages CEP (dont 6 sur financement propre) avec une capacité totale de stockage de 350 m<sup>3</sup>. Deux ménages ont également été accompagnés pour se procurer un toit en tôle galvanisée, indispensable à la CEP visant l'eau de boisson. Le nombre de bénéficiaires est estimé à un total de 685 personnes. La mise en place des équipements de 2009

est en cours, ce qui va plus que doubler le nombre total d'ouvrages réalisés.

Les systèmes de récupération réalisés par Helvetas à Sibirila ont un volume de 10, 12 ou 14 m<sup>3</sup>. Leur coût total de réalisation est de l'ordre de 65 000 à 70 000 FCFA (100 €) par m<sup>3</sup> en moyenne, dont à peu près la moitié concerne les frais des matériaux et le transport.

Les impluviums sont réalisés avec une participation des bénéficiaires en nature (pour l'équivalent d'environ 5 000 FCFA par m<sup>3</sup>), par la fourniture de matériaux locaux de construction (sable, gravier, moellon, eau, etc.) et de la main-d'œuvre non qualifiée. Les bénéficiaires contribuent également en numéraire (environ 1 000 FCFA par m<sup>3</sup>), aidés par Helvetas-Mali selon les cas sous forme d'un crédit d'un an. Helvetas contribue d'ailleurs au projet en tant qu'ONG (pour environ 15 % des frais totaux) – par l'intermédiaire de la non-facturation d'une partie du temps de gestion du projet.

## Une technologie appropriée à certains sites, pas à d'autres

Les expériences d'Helvetas-Mali et les témoignages des populations de Sibirila prouvent que la collecte des eaux de pluie s'inscrit bien dans la logique locale de développement. Il s'agit d'une technologie adaptée aux besoins en eau potable des populations, sur des sites ayant des caractéristiques géologiques spécifiques. Les impluviums sont assez faciles à construire, cependant ils ne sont pas à la portée de toutes les populations du fait de leur coût élevé pour certains ménages.

Actuellement, la CEP est appropriée pour certains sites, mais trop chère pour d'autres. Ainsi, ce système ne couvre pas tous les besoins en eau des populations. Cependant, les bénéficiaires confirment que la qualité de l'eau des citernes est meilleure que celle utilisée jusque-là dans le village. Mais il reste indispensable de mettre en place un système efficace de contrôle de la qualité de l'eau à long terme.

Les formations semblent avoir des effets positifs puisque les expériences à Sibirila concernant l'entretien et la gestion des citernes sont bonnes. Chaque bénéficiaire responsabilise une personne dans son ménage, qui bénéficie ensuite de la formation et des informations nécessaires, pour assurer efficacement le travail de maintenance, d'entretien et de gestion.

À l'avenir, il sera intéressant de créer à Sibirila un comité de gestion des ouvrages CEP. Un tel comité facilitera à long terme les échanges entre les propriétaires d'un système CEP, la résolution des problèmes de maintenance et de réparation, etc. Le nombre croissant des ménages bénéficiaires justifierait une telle initiative.

Dans le village, des personnes autres que les bénéficiaires directs

ont aussi profité des informations et s'en servent aujourd'hui pour améliorer leurs conditions de vie. Toutefois, pour une vraie mise à l'échelle de la CEP, il sera nécessaire d'employer d'autres modes de communication tels que les rencontres avec les autorités administratives, les collectivités et les services techniques, puis des émissions sur les radios locales et même les antennes de télévision.

La CEP est une technologie simple, et capable d'améliorer l'accès à l'eau potable des populations de certaines zones géologiques (zones à nappe polluée, très profonde et/ou difficile d'accès). La CEP figure d'ailleurs parmi les solutions les plus logiques et appropriées pour limiter les impacts du réchauffement climatique à court, moyen et long terme.

Les besoins actuels en eau des ménages en milieu rural sont plus grands que le volume d'eau de pluie capté pour eau de boisson. Il faut étudier si la CEP pourra fournir davantage que 3 litres par personne par jour à l'avenir.

Pour cela, il sera opportun de s'orienter vers d'autres techniques de captage des eaux de pluie – plus adaptées aux importants volumes requis dans l'agriculture, le maraîchage, etc. Comme la qualité de l'eau est moins importante dans ces secteurs, les systèmes CEP ne nécessiteront pas de couverture ou autres éléments préventifs, ce qui rendra leur prix aussi plus abordable pour tous.

## Contacts

- Peter Ton, RAIN Foundation  
[ton@rainfoundation.org](mailto:ton@rainfoundation.org)  
[www.rainfoundation.org](http://www.rainfoundation.org)
- Yacouba Diallo, Helvetas Mali  
[yacouba.diallo@helvetas.org](mailto:yacouba.diallo@helvetas.org)  
[www.helvetas.org](http://www.helvetas.org)

## Les latrines scolaires

# Repenser la gestion et l'entretien des équipements

**A l'heure où la plupart des projets d'assainissement comportent un volet « latrines scolaires », les résultats d'une enquête d'Hydroconseil permettent de mieux comprendre les problèmes spécifiques liés à la gestion de ces équipements collectifs, dont l'office national n'est pas responsable, et le niveau de satisfaction de ceux qui les utilisent, en premier lieu, les élèves.**

**D**epuis quelques années, la maîtrise d'ouvrage des latrines scolaires en milieu urbain est confiée à l'ONEA (Office national de l'eau et de l'assainissement), la société d'Etat en charge des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain au Burkina Faso. Grâce aux fonds provenant de différents bailleurs, des blocs de 7 cabines VIP<sup>1</sup> double fosse sont construits dans les écoles dont les directeurs ont manifesté leur intérêt. Priorité est donnée aux écoles dépourvues de latrines ou dont les latrines sont délabrées.

L'énorme effort consenti par l'ONEA a permis d'équiper des dizaines d'écoles. Mais l'enquête menée à Ouagadougou a mis en évidence un certain nombre de problèmes qui se situent plutôt au niveau

de la gestion des ouvrages – gestion dont l'ONEA n'est pas responsable, puisqu'elle est confiée aux acteurs locaux de la vie scolaire.

En premier lieu, l'enquête a mis en doute la pertinence de la construction de latrines « double fosse » – un standard technique relativement coûteux.

## La mauvaise utilisation de la double fosse

Les deux fosses sont souvent utilisées simultanément ce qui va à l'encontre même du principe de la double fosse qui veut qu'une fois l'une des fosses pleine, le trou soit bouché pour permettre aux éléments pathogènes présents dans les excréta d'être naturellement éliminés avant la vidange de la fosse pleine. La construction de double fosse, standard actuel, semble d'autant moins appropriée qu'il n'existe pas pour le moment de filières de valorisation des boues de vidange.

Enseignants et élèves connaissent les fondamentaux de l'hygiène

à travers les programmes scolaires qui abordent ces sujets. Cependant le geste n'accompagne pas la parole. Dans l'ensemble, les latrines sont sales et la défécation en plein air reste une pratique courante. Deux tiers des écoles visitées confient l'entretien des cabines aux élèves, chaque classe étant responsable de la cabine qui lui est affectée.

Censée responsabiliser les élèves, cette tâche se transforme souvent en punition, dégradant à long terme la relation entre l'élève et l'assainissement, d'autant plus que les élèves ne disposent pas de matériel de protection et sont ainsi directement exposés aux éléments pathogènes. La « corvée » de nettoyage des latrines s'avère alors contre-productive et vient miner le message positif reçu par l'élève en matière d'hygiène.

Seules trois écoles sur les douze visitées possèdent des lave-mains (bouilloires ou autres récipients) et seule une école propose du savon (en quantité insuffisante). Dans la

majorité des cas, il existe un robinet, mais celui-ci est condamné pour éviter que les riverains de l'école ne l'utilisent.

De plus, aucune école visitée ne propose de nettoyant anal (papier hygiénique ou eau), ce qui oblige les élèves à utiliser les feuilles de leurs cahiers. Cela a bien évidemment une influence négative sur leurs comportements et leur opinion quant à l'intérêt d'utiliser les latrines.

## Un comportement de défiance légitime des élèves

Soixante pour cent des élèves sont globalement insatisfaits de la propreté des latrines mises à leur disposition, 71 % se plaignent du manque de matériel pour le nettoyage anal et 68 % du manque de matériel pour le lavage des mains. Cela se traduit logiquement par un comportement de défiance à l'égard des latrines : 50 % des élèves disent préférer se retenir plutôt que d'aller aux toilettes à l'école ; 21% des garçons et 39 % des

<sup>1</sup> VIP (Ventilated Improved Pit) : modèle de latrine dont les deux principales caractéristiques techniques sont une fosse maçonnée et une ventilation destinée à limiter les nuisances olfactives.



Bloc urinoirs et bloc latrines, datant de moins de 5 ans mais non utilisés car non entretenus et situés sur terrain vague.



Bloc de 7 latrines nouvellement construit par l'ONEA. Au fond, l'ancien bloc latrines dont les portes métalliques ont été dérobées (école de Bilbalogo, Ouagadougou).

filles n'utilisent jamais les latrines pour déféquer et ils sont 9 % à refuser d'y uriner ; 40 % des élèves admettent uriner en plein air. La défécation derrière les latrines a été très largement constatée lors de l'enquête.

A l'instar de plusieurs autres travaux récents, l'enquête menée à Ouagadougou a également montré que l'état déplorable des latrines scolaires était plus problématique pour les filles que pour les garçons (l'absence de latrine pouvant même constituer un facteur de déscolarisation des filles et surtout des adolescentes).

### Repenser l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire

Construire des latrines dans les écoles ne suffit pas à régler les problèmes d'assainissement qui s'y posent : encore faut-il que ces latrines soient appropriées, correctement utilisées et entretenues, ce qui n'est manifestement pas le cas.

L'école est considérée depuis longtemps comme un tremplin vers une acceptation des bonnes pratiques d'hygiène par les enfants et leurs familles. Nombre de projets comportent un volet « latrines scolaires », dans l'espoir qu'un enfant familiarisé à l'utilisation des latrines contribuera à inciter sa famille à

s'équiper ou s'équiper lui-même une fois devenu adulte.

Au vu des situations observées à Ouagadougou, on est en droit de se demander si le message hygiéniste peut dépasser le strict cadre scolaire et s'il atteint même tout simplement sa première cible que sont les écoliers. En effet, bien que les principes de base (se laver les mains par exemple) soient connus, ils ne sont manifestement pas appliqués. L'impact direct et indirect des latrines scolaires serait donc finalement bien faible.

La question de l'entretien est cruciale. Les différents acteurs scolaires (directeurs, enseignants et

associations de parents d'élèves) se renvoient en permanence la responsabilité de cette tâche et les dépenses qui vont avec. La sensibilisation des écoliers, certes utile, ne suffit plus.

Partant de ce constat, la construction de nouvelles latrines est un coup d'épée dans l'eau si l'on n'a pas résolu le problème de l'entretien, de l'absence de savon et de nettoyant anal. Responsabiliser les adultes est indispensable avant de faire porter aux enfants toutes les attentes en matière de changement de comportement.

Le constat actuel est globalement inquiétant et nul ne doute que d'autres retours d'expériences apporteront des conclusions similaires. Les clés de la solution sont entre les mains des acteurs de la vie scolaire au niveau local (avec un rôle important à jouer par les associations de parents d'élèves), mais aussi des acteurs nationaux et communaux (pour que les moyens nécessaires pour un assainissement correct soient rendus disponibles).

### Contact

Ludovic Alves Miranda,  
Hydroconseil  
valfrey@hydroconseil.com

### Une étude à lire

Etude des latrines / douches publiques et des latrines institutionnelles au Burkina Faso, Rapport final de la mission effectuée du 10 juin au 24 juillet 2008, Ludovic Alves Miranda, MSc in Water Management, Cranfield University.

• Disponible en pdf sur le site d'Hydroconseil : [www.hydroconseil.com](http://www.hydroconseil.com)

## Un financement novateur à Dogondoutchi

# Des crédits latrines pour l'équipement des ménages

**En matière d'assainissement, la quasi totalité des investissements réalisés au Niger dépend de fonds extérieurs. Cependant, des initiatives originales visent à convaincre les habitants d'acquérir un équipement de base grâce à des prêts crédits. Le projet de crédit latrine mis en œuvre à Dogondoutchi est un exemple de ce type de compromis entre aides extérieures et financement propre.**

**S**ituée dans la région de Dosso, à 280 km de Niamey, la commune urbaine de Dogondoutchi s'est mise en quête de partenariats, bien avant la décentralisation, afin de concrétiser ses idées et répondre aux besoins les plus urgents de sa population de plus de 26 000 habitants. Communément appelée «Doutchi», cette ville secondaire dispose depuis 1993 d'un accord de partenariat avec la commune francilienne d'Orsay.

L'une des priorités inscrites sur l'agenda de la coopération a dès le départ été l'assainissement. La situation de l'assainissement à Doutchi, comme dans de nombreuses zones urbaines du Niger et de la sous région, attire l'attention et exige d'être prise au sérieux. Parent pauvre des questions liées à l'hydraulique ou des OMD, l'assainissement s'inscrit pourtant parfaitement dans la logique actuelle du respect de l'environnement et de la préservation des ressources en eau.

Au milieu des années 90, la situation de l'assainissement était au

plus bas niveau. Concernant la composante «ordures domestiques», certains ménages concentraient les immondices dans des récipients avant de les jeter hors des concessions. D'autres ménages qui étaient dans une situation économique précaire, conservaient une partie des leurs ordures ménagères à l'intérieur où devant leur maisons en attendant de les transférer dans les champs en charrettes, à titre de fumure organique.

Quant à l'assainissement liquide, à quelques exceptions près, aucun des 5 000 ménages ne disposaient de latrines individuelles et aucun bloc de latrines publiques n'était disponible. L'absence de vidangeurs motorisés obligeait les quelques ménages équipés de latrine individuelle (à fosse unique pour la plupart) à procéder à un rejet dans les rues. Les flaques résiduelles accentuaient l'insalubrité et favorisaient les maladies parasitaires de toutes sortes. Des considérations socioculturelles et culturelles compliquaient la tâche avec certaines couches de la population considérant que les latrines indivi-

duelles sont des lieux habités par les génies et où des sorts peuvent leur être jetés.

## Doutchi et la commune d'Orsay coopèrent

Conscient de l'urgence de répondre à cet enjeu sanitaire, la coopération liant la mairie de Doutchi à la commune d'Orsay s'est engagée dans une action de résorption à long terme de l'insalubrité. Cette coopération s'est mise en place à travers une association dénommée Echanges avec Dogondoutchi-Niger. Un projet d'assainissement à usage collectif et familial, dans ses composantes solide et liquide, a émergé. Cet axe majeur de la coopération allait comprendre le ramassage des ordures ménagères, les crédits latrines et la gestion des eaux de surface.

Jusqu'ici la mairie, responsable de l'assainissement, ne s'occupait pas de façon prioritaire de cette question par manque de moyens financiers. Les fonds nécessaires à l'entretien par la ville sont normale-

ment prévus dans les taxes et impôts payés par les habitants imposables. Pour diminuer les risques encourus dans un espace urbain non assaini, un montant global de 2 millions de francs CFA serait nécessaire chaque année. Tout comme la plupart des villes secondaires équivalentes du Niger, le revenu moyen des habitants de Doutchi variant entre 15 000 et 30 000 FCFA par mois, le recouvrement des impôts ne donne pas à la mairie les moyens suffisants pour agir sur son territoire.

Or, assurer la durabilité d'un service d'assainissement par un financement efficace et pérenne est un aspect primordial de ce type de projet. L'assainissement repose en partie sur la construction d'infrastructures onéreuses, très rarement supportables par le budget des mairies, institutions récentes au Niger.

## Un mode de financement original

A Dogondoutchi, le financement de la construction de latrines et puisards a été réalisé par les bénéficiaires grâce à la mise en place d'un fonds de roulement initial. Le paiement de tout ou partie de l'infrastructure conduit le bénéficiaire à s'approprier véritablement son équipement ; sa latrine ne sera pas une latrine projet, non entretenue et finalement laissée à l'abandon.

Les inscriptions au fonds ont été ouvertes pour pouvoir bénéficier d'un crédit de 50 000 à 60 000 FCFA sur douze mois sans intérêt. Ces crédits ont été octroyés sur un fonds de 4 000 000 FCFA mis à disposition du projet par la coopération technique belge (CTB).

Les bénéficiaires de ces prêts ont ainsi pu acheter les matériaux nécessaires et payer les maçons pour construire un complexe de puisard-latrine mis au point par le projet, techniquement adapté au contexte géologique de Dogondoutchi. Les chefs de ménages ont ensuite remboursé leurs échéances mensuelles, renouvelant ainsi tous les 12 mois le fonds initial qui, à la fin des remboursements, a pu financer des crédits à 50 nouvelles familles.

correspondant aux frais du maçon, choisit ces derniers, stocke les matériaux, identifie les fournisseurs, participe aux réunions et relaye les informations, prend en charge la fouille de la fosse de la latrine et du puisard, transporte les moellons pour le puisard et contribue à la main-d'œuvre non qualifiée.

De son côté, le projet prend à sa charge la formation technique des maçons, le suivi technique de



Avant la prise en charge de la problématique de l'assainissement par le jumelage de Douthy et la commune d'Orsay, les rues et ruelles recevaient quantité de rejets anarchiques des eaux usées des ménages, ce qui posait un réel problème sanitaire.

## Des équipements abordables, simples et fonctionnels

Un des objectifs essentiels était de mettre au point un complexe sanitaire simple et solide avec un coût à la portée des ménages nigériens. Le modèle construit est celui d'une latrine ventilée type Sanplat améliorée. Le soubassement de la fosse, réalisé avec des briques en

Un système de vidange, sur un modèle de charrettes-citernes à traction asine a été mis en place et sert pour l'évacuation des boues à l'extérieur de la ville.

Outre l'aspect infrastructurel, la réussite du projet s'explique principalement par les nombreuses mesures d'accompagnement au plan organisationnel et des stratégies mises en place en amont du projet. Une importante action de sensibilisation a été mise en œuvre afin de convaincre les habitants de Dogondoutchi de s'équiper en latrines et puisards domiciliaires.

En l'absence de radio locale en 1995, le théâtre forum avait été choisi pour faire passer les messages sur le bien-fondé, l'utilité et les avantages d'une latrine à domicile : une troupe de théâtre locale a élaboré des sketches sur la salubrité et a effectué des représentations dans tous les quartiers et écoles de la ville. Cette approche « marketing » avait pour objectif de créer le désir de s'équiper, avant de lancer les inscriptions pour le crédit-latrine proposé. En 2000, l'arrivée d'une radio locale a permis de multiplier les sources de diffusion des messages de sensibilisation.

## En douze ans, 600 latrines construites

Pour faciliter le recouvrement des échéances du crédit, les bénéficiaires ont été regroupés par dix (selon affinités et proximité géographique), constitués en comité. Ils ont élu quatre responsables qui font le lien entre leur groupe et l'équipe projet. Le trésorier du comité est chargé de recouvrer les échéances contre reçus et de les restituer à l'équipe projet, selon la fiche de recouvrement établie.

Les missions du comité sont nombreuses. Il apporte une contrepartie

la construction et la sensibilisation de la population. La mairie de Douthy met à disposition du comité son camion benne pour faciliter le transport de certains matériaux locaux (les moellons par exemple).

Douze ans après le démarrage du projet, plus de 600 latrines (soit un investissement total de la population de plus de 45 000 000 FCFA) ont été construites sur ce fonds de roulement de départ de 4 000 000 FCFA.

Les latrines sont bien entretenues et fonctionnent encore car les bénéficiaires se les sont bien appropriées.

banco crépies au ciment sert de support pour les dalles. La majorité des latrines ne dispose pas de toiture.

Dans les rares cas contraires, un conduit de ventilation permet l'évacuation des odeurs de la fosse. La superstructure est généralement constituée de briques en banco alors que la dalle en béton armé garantit une résistance suffisante pour assurer la sécurité des usagers. Le puisard, en récoltant les eaux usées, permet une meilleure infiltration dans le sol et évite la présence d'eau stagnante dans les rues de la ville.

## Evaluer pour améliorer

Cette sensibilisation, ajoutée à un affichage imagé sur les murs des latrines publiques a porté ses fruits : bien qu'aucune subvention financière ne soit accordée aux bénéficiaires du crédit-latrine, les inscriptions ont afflué ; cinq fois plus de demandes que d'offres lors de la première campagne d'équipement ! Les habitants de Dogondoutchi ont bien compris que ce projet était dans leur intérêt.

Après plusieurs générations de crédits et des années d'expériences, les insuffisances constatées ont progressivement conduit à une refonte du système. Les évaluations



Construction d'une fosse pour une latrine

successives établies dans le cadre de concertation regroupant l'équipe du projet, constituée principalement de l'ONG RAIL Niger et de la commune de Doutchi avec les comités de salubrité, ont permis d'apporter des modifications.

L'un des premiers apports a été le recrutement d'un agent de recouvrement choisi parmi les bénéficiaires. Les ménages ont accepté de payer 1000 FCFA supplémentaires pour dédommager les efforts de ces agents de quartier devenus trésoriers. De même, une flexibilité croissante a permis de faciliter les remboursements en établissant un contrat individualisé souple grâce auquel le bénéficiaire détermine la périodicité de son remboursement : remboursement sur 18 mois au lieu de 12, pause de 3 mois pendant l'hivernage, paiement au moment des récoltes, paiement trimestriel pour les pensionnés, etc.

Si l'équipe opérationnelle du RAIL accompagne parfois de manière soutenue les acteurs locaux pour le démarrage du système mis en œuvre, le but à terme est de responsabiliser pleinement ces acteurs locaux et donc de leur transférer les responsabilités éventuellement assu-

rées initialement par le RAIL. Ainsi, l'identification des bénéficiaires, l'octroi des crédits, le suivi des activités et le recouvrement, gérés au démarrage par l'équipe opérationnelle du RAIL, ont été progressivement transférés au comité central

de salubrité (CCS). Le fonds de roulement a été mis par la suite entièrement à la disposition du CCS, le RAIL n'assurant plus que le « suivi du suivi ». Le CCS est donc devenu totalement responsable et autonome sur ce volet d'équipement des ménages en latrines et puisards.

### Des résultats indéniables affectés par la crise

De 1996 à 2005, 617 concessions se sont équipées, dont 351 sur prêts. Le reste a été réalisé sur fonds propres par effet induit de l'opération « crédits latrines » et de la sensibilisation. Jusqu'à 2004, le taux de remboursement du crédit-latrine était de 100 %. Depuis, le système a subi directement les conséquences économiques de la crise alimentaire survenue en 2005.

Ce système fondé sur une prise en charge intégrale de la construc-

tion d'infrastructures domiciliaires par les bénéficiaires, sans subvention, présente cependant une limite inhérente à son principe. Aggravé pour des raisons conjoncturelles, le système de crédit latrines commençait déjà en 2005 à s'essouffler et à connaître des difficultés dans le recouvrement des prêts. Aux désagréments causés par la sécheresse pour recouvrer les crédits s'est ajoutée l'élévation du coût des matériaux de construction.

Il est évident que dans le contexte nigérien, une fois que la population en mesure de financer son équipement sanitaire a bénéficié du système, il s'avère beaucoup plus difficile d'atteindre les populations les plus vulnérables, non concernées jusqu'ici. Ceci est d'autant plus vrai que les préoccupations pour les questions sanitaires dans ces ménages sont pratiquement inexistantes. Le travail de sensibilisation n'affecte que dans une faible mesure les populations qui disposent à peine des ressources suffisantes pour s'alimenter.

Aujourd'hui, la commune de Doutchi s'interroge sur la mise en place de moyens acceptables pour la population peu solvable. D'autre part, les comités de quartiers et le comité communal de salubrité ont besoin d'être redynamisés. Les engagements pris par les acteurs impliqués sont affectés par le système du bénévolat qui a toujours montré ses propres limites.

### RAIL-NIGER, RÉSEAU D'APPUI AUX INITIATIVES LOCALES

Créé en association en 1999, devenue ONG depuis 2004, le RAIL s'est fixé comme objectif d'accompagner les populations et les acteurs locaux (collectivités locales, organisations communautaires de base, etc.) dans la réalisation de leurs choix et de leurs projets de développement à travers le faire-faire. L'institution veut favoriser l'expression des aspirations locales et le renforcement des capacités de la maîtrise d'ouvrage locale dans un souci de pérennisation des actions menées.

Le RAIL intervient dans des domaines variés : maîtrise d'œuvre des opérations de coopération décentralisée France-Niger, appui aux projets de développement local rural et urbain, développement économique et social, renforcement des capacités des organisations de développement, assainissement et gestion des déchets, etc.

Il propose également des études techniques et des formations diverses d'aide à la gestion de projet et à la maîtrise d'ouvrage.

La Cellule Assainissement et Gestion des Déchets (AGD) du RAIL propose des services adaptés au contexte nigérien, dans une démarche de responsabilisation des populations, afin d'assurer la durabilité des infrastructures et des systèmes de gestion mis en place. Elle développe ses activités selon trois volets : la maîtrise des eaux de ruissellement ; la gestion des eaux usées et excrétales ; la gestion des déchets solides.

Contact : [www.railniger.net](http://www.railniger.net)

### Contacts

• Cléo Lossouarn, RAIL Niger  
Cellule Assainissement et gestion des déchets  
BP 1468 NIAMEY - NIGER  
T. 00 227 20 35 03 41  
[railnig@intnet.ne](mailto:railnig@intnet.ne) • [www.railniger.net](http://www.railniger.net)

• Echanges avec Dogoudontchi-Niger  
30, avenue Parrat 91400 Orsay  
[boy-marcotte@wanadoo.fr](mailto:boy-marcotte@wanadoo.fr)  
<http://doutchiorsay.free.fr>

## INFO PUBLICATIONS

**Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement. Des élus et des citoyens européens agissent.**

pS-Eau, Alianza por el agua, mars 2009, 24 pages

Qu'il s'agisse de la coopération décentralisée entre collectivités locales du Nord et du Sud, de la contribution en expertise et financement des entreprises, d'actions menées par les Ong ou encore de la mobilisation des usagers et professionnels du secteur, une multitude d'actions solidaires sont mises en œuvre par les citoyens européens pour accroître l'accès durable à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Ce document vise à faire connaître quelques-unes de ces initiatives qui méritent d'être diffusées, afin que chacun puisse rejoindre les dispositifs existants ou les adapter à son propre contexte.

**Editeurs - diffuseurs**

- pS-Eau
- Alianza por el Agua - Fundación ecología y desarrollo - Pza. San Bruno, n° 9 - 1° Oficina - 50001 Zaragoza - Espagne alianzaporelagua@ecodes.org - [www.alianzaporelagua.org](http://www.alianzaporelagua.org)

**Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire. Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ?**

Enseignements tirés d'une capitalisation d'expériences. Synthèse CUF/F3E/PAD, avril 2009

Si la coopération décentralisée est basée sur des relations humaines, elle est également portée par des institutions. Souvent accompagnées par les acteurs de leur territoire, deux collectivités territoriales nouent un partenariat parce qu'elles partagent des enjeux de politique publique et de gouvernance, considérant que de cette coopération naîtra une dynamique fructueuse pour elles-mêmes et pour leur territoire respectif. Les démarches de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage sont au cœur de cette vision. Elles reposent sur l'idée qu'en unissant leurs forces par des échanges entre pairs, deux collectivités du Nord et du Sud parviendront à mieux gouverner leurs territoires. Cette étude est menée conjointement par le F3E (Fonds pour la promotion des Études préalables, des Études transversales et des Évaluations), Cités Unies France et le PAD Maroc (Programme d'accompagnement du processus de décentralisation marocain).

- Consultable au format pdf sur le site web de CUF : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

**Editeurs - diffuseurs**

- Cités Unies France - 9, rue Christiani 75018 Paris  
T. +33 (0)1 53 41 81 81 - [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)
- F3E - 32, rue Le Peletier 75009 Paris - T. +33 (0)1 44 83 03 55  
[www.f3e.asso.fr](http://www.f3e.asso.fr)
- PAD-Maroc, annexe du ministère de l'Intérieur, Hay Riad - Rabat - Maroc  
T. +212 037 28 61 93 - [www.padmaroc.org](http://www.padmaroc.org)

**Agir ensemble pour améliorer l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'eau. Cartographie de l'APD européenne en Afrique dans le secteur de l'eau.**

EUWI EU Water Initiative Africa, Catarina Fonseca, Carlos Diaz, décembre 2008, 36 pages

Jusqu'à présent, avec les données disponibles, il n'était pas possible d'évaluer séparément le niveau de l'aide allouée par les Etats membres de l'UE au secteur de l'eau et de l'assainissement. C'est pour pallier cette lacune que le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau (IEE-GTA) a initié cette cartographie. Il est d'autant plus important qu'à Durban, en février 2008, les dirigeants africains se sont engagés, par la Déclaration d'eThekweni sur l'assainissement, à allouer des fonds spécifiquement dédiés à l'assainissement.

- Ce rapport peut être obtenu gratuitement à [www.euwi.net](http://www.euwi.net) ou téléchargé sur le site de l'IRC : [www.irc.fr](http://www.irc.fr)

**Editeur - diffuseur**

Centre International de l'Eau et l'Assainissement  
Bezuidenhoutseweg 2 PO Box  
82327 - 2508 EH Den Haag -  
Pays-Bas  
T. +31 (0) 70 30 44 000 -  
[www.irc.nl](http://www.irc.nl)  
• Contact : [fonseca@irc.nl](mailto:fonseca@irc.nl)

## INFO PUBLICATIONS

**Manuel des analyses socio-économiques et de gestion des points d'eau**

Tome 1, 2 et 3, MISEREOR, 2007

Ce présent manuel propose un appui concret pour mener des enquêtes socio-économiques, calculer le coût réel des constructions hydrauliques et établir une tarification de l'eau pour les bénéficiaires directs. Structuré en trois volumes séparés, il s'adresse à des professionnels en hydraulique. Le volume 1 traite des analyses socio-économiques de la zone d'intervention, le volume 2 présente les différents modes de gestion des points d'eau, et le volume 3 expose les méthodes et outils de calcul du coût de l'eau des ouvrages hydrauliques en milieu rural. Le résultat des études menées dans quelques-uns des pays les plus pauvres de la planète est tout à fait étonnant : dans la plupart des cas, à quelques exceptions près, ce sont justement les plus pauvres qui ont non seulement la capacité, mais qui sont aussi prêts à payer le prix de l'eau (y compris les coûts d'installation et de gestion).

- Consultable sur le site internet du pS-Eau

**Editeur - diffuseur**

Medienproduktion und Vertriebsgesellschaft mbH (MVG)  
Boxgraben 73 – 52064 Aix-la-Chapelle - Allemagne  
[www.eine-welt-mvg.de](http://www.eine-welt-mvg.de)

**Les perspectives du Plan Bleu sur le développement durable en Méditerranée**

Ed. Plan Bleu - Valbonne, juillet 2008, 32 pages,

Le 13 juillet 2008, lors du sommet de Paris pour la Méditerranée, ce rapport rédigé par toute l'équipe du Plan et disponible en 3 langues, a été le seul document remis à tous les participants. Il passe en revue les principaux déterminants des trajectoires d'évolution de la région d'ici 2025 et documente six enjeux majeurs de développement : l'eau, l'énergie, les transports, les espaces urbains, l'espace littoral, l'environnement marin. Il propose, en conclusion, quelques pistes pour faire de la Méditerranée un espace de coopération pour le développement durable.

- Consultable en format pdf sur le site du pS-Eau

**Editeur - diffuseur**

Centre d'activités régionales du Plan Bleu pour la Méditerranée  
15, rue Ludwig Van Beethoven – Sophia Antipolis  
06560 Valbonne – France  
T. +33 4 92 38 71 30 – Fax +33 4 92 38 71 31  
[www.planbleu.org](http://www.planbleu.org)

**Actes du colloque : développement local et gestion des ressources naturelles en zones arides**

35 pages, 2008

Les collectivités locales françaises, à travers leurs actions de coopération décentralisée, ont un rôle essentiel à jouer dans la gestion des ressources naturelles. Elles interviennent au niveau local, celui où se prennent les décisions de mise en valeur et de gestion de l'espace et de ses ressources. Le ministère des Affaires étrangères et européennes, le groupe de travail Désertification, l'Arene et la région Ile-de-France ont coorganisé le colloque "Développement local et gestion des ressources naturelles en zones arides" dans un objectif d'échanges et de partage d'expériences entre les collectivités locales. Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux détaillé des coopérations décentralisées dans ce domaine.

**Editeur - diffuseur**

Ministère des Affaires étrangères et européennes  
Direction générale de la Coopération internationale et du Développement (DgCiD)  
244, boulevard Saint-Germain  
75303 Paris 07 SP  
T. +33 (0)1 43 17 90 00 –  
[www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)



## INFO PUBLICATIONS

**Manuel de l'assainissement total piloté par la communauté - CLTS**

Ed. IDS - Brighton Plan International, London, 2008, 100 pages,

Le principe essentiel de l'approche ATPC (Assainissement total piloté par la communauté) est de responsabiliser les communautés locales afin qu'elles prennent leurs propres mesures pour s'affranchir du phénomène de la défécation à l'air libre. Lorsqu'elle est déclenchée de manière systématique, l'approche ATPC peut impulser une action locale collective et rapide de la part des communautés. Ce manuel rassemble des expériences, pratiques diverses et innovations locales de différents pays et de sources variées tout en tentant de répondre à certains de ces besoins. Il s'agit d'un livre-ressources qui s'adresse aux personnels de terrain, aux facilitateurs et aux formateurs pour la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'approche ATPC.

**Editeurs - diffuseurs**

- Institute of Development Studies at the University of Sussex - Brighton, BN1 9RE, UK  
T. +44 (0)1273 606261 – F. +44 (0)1273 621202/691647 – [ids@ids.ac.uk](mailto:ids@ids.ac.uk)
- Plan UK – 5-6 Underhill Street – London NW1 7HS, UK – T. +44 (0) 20 7482 9777  
F. +44 (0) 20 7482 9778 – [mail@plan-international.org](mailto:mail@plan-international.org) – [www.plan-uk.org](http://www.plan-uk.org)

**Guide méthodologique de la planification AEPA en milieu rural et canevas-type**

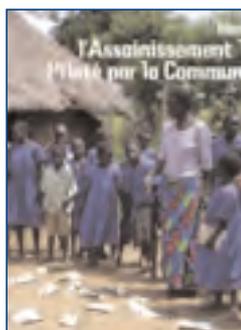
Ed. DGRE – Ouagadougou, 2008, 50 p.

Le présent guide méthodologique et le canevas-type de rédaction découlent de la capitalisation des expériences d'élaboration du Plan communal de développement pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement (PCD-AEPA) au Burkina Faso. Il détermine les différentes étapes, indique le contenu et le chronogramme de réalisation, propose les outils pour l'animation et la planification, identifie les acteurs, définit leur rôle et fait ressortir la durée et le coût indicatif du processus. Le canevas-type donne la structure du document du PCD-AEPA et le contenu de ses chapitres.

- Consultable sur le site internet du pS-Eau

**Editeur - diffuseur**

Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques  
DGRE - direction générale des Ressources en Eau  
03 BP 7025 Ouagadougou 03 Burkina Faso  
T. +226 50 37 48 71/78 – F. +226 50 37 48 65  
[www.eauburkina.bf/](http://www.eauburkina.bf/)



## INFO MEDIA

**L'eau qui tue, l'eau qui sauve :  
une urgence humanitaire**

Film réalisé par Taïmani à Kaboul, Afghanistan, mars 2009, 15 mn. Solidarités, en partenariat avec le service d'aide humanitaire de la commission européenne (DG ECHO).



Ce reportage réalisé à Kaboul en 2009 montre comment une population nombreuse n'ayant pas accès à l'eau potable ni à l'assainissement est victime des maladies liées à l'eau insalubre (diarrhées, choléra, hépatite...) qui causent de nombreuses victimes, parmi les enfants notamment. Les causes sont multiples : destructions dues à la guerre, augmentation de la population, très grande pauvreté, retard en matière de reconstruction et développement... Ce film présente l'action humanitaire de la mission de Solidarités pour relever ce défi. Ce programme, commencé en avril 2005 et qui doit se poursuivre, est réalisé en partenariat avec le service humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) et avec le service de l'eau (CAWSS), des municipalités et un ministère (MRRD) afghans.

- Consultable sur Dailymotion : [www.dailymotion.com](http://www.dailymotion.com) – dpt de la Recherche

**Editeur - diffuseur**

Solidarités – 50, rue Klock  
92110 Clichy  
[www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)

- Contact : Constance Decorde  
+33 1 80 21 05 91  
[cdecorde@solidarites.org](mailto:cdecorde@solidarites.org)

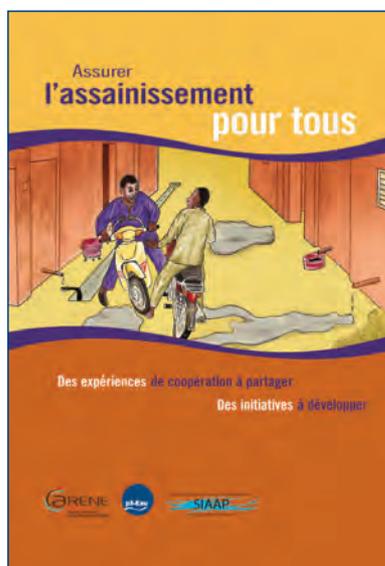


## NOUVEAUTE

### Assurer l'assainissement pour tous. Des expériences de coopération à partager, des initiatives à développer

Guillaume Aubourg, Denis Dangaix, Laurent Doyen, Charlotte Bayle-Kalinowski, Isabelle Célérier, 32 pages, Juin 2009

Plus que jamais, l'assainissement est un enjeu mobilisateur. Trois ans après une première publication, l'ARENE IdF, et le pS-Eau, désormais associés au SIAAP, proposent aux acteurs français un nouveau livret regroupant des informations actualisées sur les axes et documents d'orientation stratégique, ainsi qu'un panel d'initiatives multi-acteurs qui, chacune à leur échelle, contribuent à l'amélioration de l'accès à un service pérenne d'assainissement. Ce livret apporte des éclairages utiles pour accompagner les volontés d'agir et provoquer de nouveaux partenariats locaux dans ce domaine.



- Consultable en ligne sur le site internet du pS-Eau

#### Editeurs - diffuseurs

- pS-Eau
- ARENE IdF, 94 bis avenue de Suffren 75015 Paris – [www.arenidf.org](http://www.arenidf.org)
- SIAAP 2, rue Jules César 75589 Paris Cedex – [www.siaap.fr](http://www.siaap.fr)

#### Programme Solidarité Eau

32, rue le Peletier  
75009 Paris  
tél. : 33 (0)1 53 34 91 20  
fax : 33 (0)1 53 34 91 21  
e.mail : [pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)  
internet : [www.pseau.org](http://www.pseau.org)

#### La lettre du pS-Eau n° 59

Responsable de la publication :  
Pierre-Marie Grondin

Rédacteurs en chef :  
Guillaume Aubourg  
Céline Noblot

Ont participé à ce numéro :  
Yacouba Diallo  
Pierre-Marie Grondin  
Cléo Lossouarn  
Ludovic Alves Miranda  
Michel Taquet  
Peter Ton

Conception graphique,  
réalisation : Solange Münzer

Impression : Vasti-Dumas